



Tous droits réservés

PROCEDURE CIVILE

Séance 8 - Les procédures

I.	Les procédures accélérées	3
A)	La procédure à jour fixe	3
B)	Le renvoi à l'audience.....	3
II.	La requête conjointe.....	4
A)	Les formes.....	4
B)	L'utilisation	5
III.	La procédure de référé	5
A)	La procédure.....	5
1)	Les renvois.....	6
2)	En l'absence de renvoi.....	6
B)	Les mesures en référé.....	6
1)	Les mesures urgentes.....	7
2)	Les mesures dont l'urgence est présumée	7
3)	Les mesures sans urgence	7
4)	Les mesures d'instruction.....	8
IV.	La procédure des ordonnances sur requête	8
A)	La mise en œuvre	8
B)	La procédure.....	9
V.	La procédure orale	10
A)	La tentative de conciliation.....	10
1)	Le conciliateur.....	11
2)	La conciliation par le juge	11
B)	La procédure.....	11

VI. Les procédures spéciales quant à la forme : injonctions et matière gracieuse.....	12
A) Les injonctions	12
1) L'injonction de payer	12
2) Les injonctions de faire	13
B) Les demandes gracieuses.....	14

La procédure habituelle avec mise en état ne se justifie pas toujours soit, car l'affaire est simple soit, car l'urgence nécessite un traitement accéléré.

I. Les procédures accélérées

2 possibilités : la procédure à jour fixe et le renvoi à l'audience.



Définition : La procédure à jour fixe est une procédure écrite, ordinaire. La présidence du tribunal peut en cas d'urgence autoriser le demandeur sur sa requête à assigner le défendeur à jour fixe.

Le renvoi à l'audience : renvoi du dossier à l'audience du jugement après que le juge l'a estimé en état d'être jugé.

A) La procédure à jour fixe

Il s'agit d'une procédure dans l'urgence. Elle permet de réaliser un jugement définitif ayant autorité de la chose jugée. Elle est exceptionnelle et nécessite une autorisation du président du tribunal. La requête émane du demandeur (**art. 840 CPC**).

Le président doit fixer la date de l'audience (**art. 844 CPC**).

2 situations lors de l'audience :

- S'il comparait le défendeur, selon l'**article 844** l'affaire est plaidée sur-le-champ sauf si l'affaire est plus difficile que prévue dans ce cas elle peut être renvoyée à une autre audience.

- s'il ne comparaît pas, la procédure de renvoi à audience est utilisée.

B) Le renvoi à l'audience

L'**article 778** prévoit le renvoi à audience.

Ce sont les situations :

- où le défendeur ne comparaît pas. Sauf si le juge ordonne réassignation,
- les assignations normales
- les requêtes conjointes
- chaque fois que l'affaire est en état d'être jugée ou presque.

Lors de l'appel des causes ou à l'audience fixée par le juge il est apprécié de l'état de l'affaire : soit mise en état soit le juge renvoie à l'audience de plaidoirie.

Si les échanges de conclusions ont pu avoir lieu ou que seul un dernier échange est nécessaire, le renvoi est ordonné. Le renvoi peut se faire pour l'audience le jour même ou à une date ultérieure en fonction de l'encombrement de l'audience.

II. La requête conjointe

Le procès ne s'inscrit pas forcément dans un cadre conflictuel. Les parties peuvent chercher à s'entendre : l'arbitrage.

A) Les formes



Définition : La requête conjointe est un acte introductif. Les deux parties sont présentes à l'acte.

Elle contient l'identité des parties. S'il y a une obligation de conciliation ou médiation, elle indique les diligences en vue de réaliser cet objectif de résolution amiable. Sauf, justification d'un motif légitime ou en raison de la matière considérée notamment au regard de l'ordre public.

Elle précise l'objet de la demande et exposer les éléments de fait et de droit de chacune des parties.

La requête est datée et signée des parties, voire de leurs convocations devant le TJ.

B) L'utilisation

Selon l'**article 12 du Code de procédure civile**, les parties peuvent demander au juge de trancher en amiable compositeur pour les droits dont elles ont la libre disposition.

Les parties peuvent opter pour un juge unique.

La requête doit être déposée au greffe du tribunal.

Autrement dit, ce mode de saisine permet d'adapter le rôle du juge.

III. La procédure de référé



Définition : Le référé = procédure accélérée et respect du contradictoire pour les affaires urgentes ou ne présentant pas de difficulté sérieuse.

Elle a vocation à s'appliquer devant toutes les juridictions.

A) La procédure

L'**article 485 du Code de procédure civile** indique que la demande « est portée par voie d'assignation à une audience tenue à cet effet aux jours et heures habituelles des référés ». Complète par l'**article 486** du même Code qui assure que le juge doit donner un temps suffisant entre l'assignation et l'audience pour assurer sa défense = le contradictoire doit être respecté.

1) Les renvois

Les renvois en référé sont souvent nécessaires. Il y a plusieurs renvois.

- Les renvois en état de référé (**art. 487 CPC**). Le juge peut « renvoyer l'affaire en état de référé devant la formation collégiale de la juridiction à une date qu'il fixe ». Le tribunal tranchera l'affaire sans statuer sur le fond.
- Les renvois en vue d'un jugement sur le fond. L'affaire n'est pas de la compétence des référés. Elle va renvoyer directement à la formation de jugement. « à la demande de l'une des parties et si l'urgence le justifie, le président saisi en référé peut renvoyer l'affaire à une audience dont il fixe la date pour qu'il soit statué au fond. Il veille à ce que le défendeur dispose d'un délai suffisant pour préparer sa défense. L'ordonnance emporte saisine du tribunal » (**art. 811 à 837 CPC**). L'affaire passe de la procédure de référé directement à l'audience de jugement au fond par l'ordonnance de renvoi pour éviter la lenteur d'une nouvelle assignation et d'une nouvelle saisine de la juridiction.

2) En l'absence de renvoi

S'il n'y a pas de renvoi, le président statue après avoir entendu les parties ou leurs représentants. L'urgence commande que l'ordonnance soit rendue immédiatement. Mais une mesure d'instruction peut nécessiter un renvoi.

De même, lorsque la demande porte sur une mesure d'instruction réalisée par un technicien ou une expertise et que le défendeur acquiesce à cette demande, il n'est pas nécessaire de se présenter à l'audience (**art. 486-1 CPC**).

L'ordonnance sera exécutoire par provision = il n'est pas nécessaire d'attendre la fin des délais de recours.

L'**article 489 du Code de procédure civile** indique que l'ordonnance peut devenir exécutoire sans besoin d'une signification.

Des recours sont possibles (**art. 490 CPC**) : l'appel dans un délai de 15j ; l'opposition dans un délai de 15j.

B) Les mesures en référé

1) Les mesures urgentes

« dans tous les cas d'urgence, le président du tribunal judiciaire ou le juge du contentieux de la protection dans les limites de sa compétence peuvent ordonner en référé toutes les mesures qui ne se heurtent à aucune contestation sérieuse ou que justifie l'existence d'un différend » (**art. 834 CPC**).



À retenir : L'urgence permet de prendre des mesures s'il n'y a pas de contestations sérieuses.

Il faut un différend et il est nécessaire d'avoir la notion d'urgence, laquelle est laissée à l'appréciation souveraine des juges du fond.

2) Les mesures dont l'urgence est présumée

Certaines mesures font présumer l'urgence : mesures conservatoires ; mesures de remises en état (**art. 835 CPC**).

Elles peuvent être demandées pour prévenir un danger imminent ou prévenir un trouble illicite. Le caractère imminent repose sur l'appréciation souveraine du juge. Mais, la Cour de cassation exerce un contrôle sur le caractère illicite du trouble.

3) Les mesures sans urgence

Certaines mesures ne nécessitent pas la référence à l'urgence : **le référé-provision** (**art. 835 CPC**), il permet de donner une provision sur des condamnations à venir dès lors que l'existence de l'obligation n'est pas sérieusement contestation : **le référé-injonction**, pour les obligations de faire dans les mêmes conditions : d'absence de contestations sérieuses.

4) Les mesures d'instruction

L'**article 145 du Code de procédure civile**, la possibilité de demander le prononcé d'une mesure d'instruction pour une affaire au fond.

IV. La procédure des ordonnances sur requête

A) La mise en œuvre

La procédure des ordonnances de requête a un caractère particulier au sein du droit processuel.



Définition : Ordonnance sur requête : décision juridictionnelle non contradictoire rendue à la suite d'une requête adressée au juge.

Il s'agit d'une procédure spéciale.

Le caractère non contradictoire se justifie par le fait qu'il s'agit d'une procédure gracieuse. Mais les ordonnances ne sont pas nécessairement des mesures gracieuses.

L'ordonnance sur requête sert à solliciter des mesures d'instruction pour organiser un futur procès. Elle est possible s'il est un motif légitime de conserver ou d'établir avant tout procès la preuve de fait dont pourrait dépendre la solution d'un litige, les mesures d'instructions légalement admissibles peuvent être ordonnées à la demande de tout intéressé, sur requête ou en référé » (**art. 145 CPC**).



À retenir : L'absence d'intention au fond constitue une condition de recevabilité de la demande d'une mesure d'instruction (**art. 145 CPC**). Cette nuance s'apprécie au jour de la saisine du juge.

Le but de l'ordonnance sur requête est de pouvoir disposer des éléments pour permettre une saisine au fond (**Cass. Civ. 2^e. 5 juin 2014 n° 13-19967**).

L'**article 146 du Code de procédure civile** limite le domaine de ces mesures aux faits qu'une partie donne sans pouvoir disposer d'élément suffisant pour les prouver.

Il s'agit de l'hypothèse où une personne qui envisage de faire un procès ne dispose pas et ne peut se procurer la preuve d'un élément déterminant pour son issue. Elle sollicite le juge par voie de requête ou en référé pour qu'il ordonne la mesure.

L'**article 493 du Code de procédure civile** indique que « l'ordonnance sur requête est une décision provisoire rendue non contradictoirement dans les cas où le requérant est fondé à ne pas appeler de partie adverse ». Les circonstances doivent justifier l'effet de surprise. Lorsqu'une personne détient une preuve qui est utile à une autre pour la faire condamner, il est logique de ne pas la prévenir que cette preuve va être saisie sans quoi elle la ferait disparaître.



À retenir : Le juge de l'exécution peut également statuer sur requête : soit que l'urgence l'exige ; soit dans le cas prévu par la loi.

Dans ces différents cas, le contradictoire n'est pas respecté, car l'objectif le justifie. Mais il se retrouve par exemple pour les mesures d'instruction contre un adversaire pour un futur procès, il se retrouve dans l'organisation des voies de recours.

B) La procédure

La juridiction compétence est celle qui le serait pour connaître au fond du litige.

Lorsqu'il s'agit de l'application de l'**article 145** donc d'obtenir une mesure d'instruction, la cour précise que la compétence revient au président de la juridiction.

La requête doit être déposée en double exemplaire et être motivée et accompagnée des pièces invoquées. Elle peut être si l'urgence l'exige présentée directement au domicile du juge (**art. 494 CPC**).

Le président écoute le représentant du requérant et statue par une ordonnance qui doit être motivée en faveur de la requête ou par son rejet.

Si la demande est acceptée, l'ordonnance qui y fait droit est exécutoire et la requête est restituée au requérant. Cette exécution de la mesure doit être précédée de la

notification de la requête et de l'ordonnance (**Cass. Civ. 2^e. 1. Février 2011 n° 10-13894**). La notification de la requête et de l'ordonnance se fait seulement à la personne visée par la mesure, celle-ci pouvant être différente de celle qui fera l'objet d'une instance au fond (**Cass. civ. 2. 4 juin 2015 n° 14-16647**).

L'intérêt repose sur les recours ouverts à l'encontre de l'ordonnance.

Si la demande est rejetée, le requérant peut faire appel de la décision. « Tout intéressé peut en référer au juge qui a rendu l'ordonnance » (**art. 496 aL 2 CPC**). Ce qui permet à celui qui est visé par la mesure de venir devant le juge pour qu'il la modifie ou qu'il se rétracte. Chaque partie peut faire valoir sa position.

La notification de la requête et de l'ordonnance se fait à la seule personne sur qui s'exerce la mesure (**Cass. civ. 2^e. 4 juin 2015 n° 14-16647**).

V. La procédure orale

Lorsque les parties sont dispensées de constituer avocat, conformément à l'**article 761**, la procédure est orale (**art. 817**).

La demande en justice est formée soit par assignation ou une requête remise ou adressée conjointement par les parties.

Si la procédure écrite devant le TJ est celle de droit commun, la procédure orale a une potentielle phase de conciliation durant la phase d'introduction, et elle repose sur la même logique que la procédure écrite.

A) La tentative de conciliation

La demande aux fins de tentative préalable de conciliation est formée par requête faite, remise ou adressée au greffe (**art. 820**). La prescription et les délais pour agir sont interrompus par l'enregistrement de la demande (**art. 820**). La conciliation peut être déléguée à un conciliateur ou opérée par le juge.

1) Le conciliateur

Ce recours est décidé par le juge. Le demandeur ne peut plus s'y opposer dans sa demande ou lors de la notification de la décision du juge.

Le conciliateur et le demandeur sont informés par tous moyens.

Le conciliateur convoque les parties, elles peuvent être assistées. Le conciliateur peut entendre les témoins, avec l'accord des parties. Le conciliateur tient informé le juge des difficultés. S'il ne parvient pas à trouver d'accord, même partiel celui-ci fait l'objet d'un contrat signé par les parties et le conciliateur. Les parties peuvent soumettre cet accord à l'homologation du juge, en matière gracieuse. C'est le conciliateur qui transmet le constat à l'homologuer au juge (**art. 131**). En cas d'échec, les parties pourront saisir le juge.

2) La conciliation par le juge

Si le juge ne veut pas faire appel au conciliateur. Le greffe avise le demandeur du lieu, date et heure de l'audience de conciliation. La convocation du défendeur mentionne l'identité du demandeur. En cas de conciliation, le juge constate l'accord dans un procès-verbal qu'il signe ainsi que les parties. En cas d'échec, les parties sont avisées que la juridiction peut être saisie aux fins de jugement.

B) La procédure

Il faut rechercher la conciliation entre les parties. Le juge peut à tout moment de la procédure inviter les parties à rencontrer un conciliateur de justice aux lieux, jour, heure et qu'il détermine. L'avis indique la date de l'audience à laquelle l'affaire sera examinée afin que le juge constate la conciliation ou tranche le litige.

S'il n'y a pas de conciliation, l'affaire est immédiatement jugée, dans le cas où elle n'est pas en état de l'être, elle peut être renvoyée à une audience ultérieure. Dans ce cas, le greffier avise par tous moyens les parties qui ne l'auraient pas été verbalement de la date de l'audience (**art. 830 CPC**).

Les demandes sont examinées par le juge, il donne la parole d'abord au demandeur puis au défendeur. Il s'agit de présentation successive.

L'**alinéa 2 de l'article 446-1** indique « lorsqu'une disposition particulière le prévoit les parties peuvent être autorisées à formuler leurs prétentions et leurs moyens par écrits sans se présenter à l'audience. Le jugement rendu dans ces conditions est contradictoire ».

Le juge peut décider d'entendre les parties. Les conclusions récapitulatives sont en vigueur dans la procédure orale (**al.2 art. 446-2**).

Le juge peut écarter les écrits produits hors délais.

Le principe de l'oralité n'oblige pas la communication préalable d'écrit.

VI. Les procédures spéciales quant à la forme : injonctions et matière gracieuse

A) Les injonctions

Les demandes d'injonctions peuvent porter sur des obligations de donner il s'agira de l'injonction de payer ou de faire.

1) L'injonction de payer

L'injonction de payer se retrouve aux **articles 1405 et suivants du Code de procédure civile**.

L'**article 1405** comprend « la créance ayant une cause contractuelle ou résultant d'une obligation de caractère statutaire et s'élève à un montant déterminé » + « l'engagement résulte de l'acceptation ou du tirage d'une lettre de change, de la souscription d'un billet à l'ordre, de l'endossement ou de l'aval de l'un ou l'autre de ces titres ou de l'acceptation de la cession de créances ».

L'action peut être portée devant le juge du contentieux de la protection et le tribunal de commerce et le président du TJ selon la compétence d'attribution. La demande se fait par requête devant le tribunal du domicile du ou d'un des créanciers. La demande est formée par requête remise ou adressée, selon le cas au greffe par le créancier ou par tout mandataire.

Si le juge rejette la requête, sa décision est sans recours pour le créancier sauf à celui-ci à procéder selon les voies de droit commun. Si le juge ne retient la requête que pour partie, sa décision est également sans recours pour le créancier, sauf à celui-ci à ne pas signifier l'ordonnance et à procéder selon les voies de droit commun.

Si une ordonnance est rendue contre le débiteur, il peut faire opposition. L'appel contre l'ordonnance n'est pas possible.

La procédure est écrite et les parties ont l'obligation d'avoir un avocat.

L'ordonnance est susceptible de tierce opposition et d'un pouvoir en cassation.

2) Les injonctions de faire

Pour elles « l'exécution en nature d'une obligation née d'un contrat conclu entre des personnes n'ayant pas toute la qualité de commerçant peut être demandée au juge des contentieux de la protection ou du tribunal judiciaire lorsque la valeur de la prestation dont l'exécution est réclamée ». (**art. 1425-1 CPC**).

La requête est adressée ou déposée devant le tribunal du domicile du défendeur ou du lieu d'exécution de l'obligation.

Si le juge retient la requête, le créancier ne dispose d'aucun recours sauf à procéder selon les voies de droit commun. La requête et les documents produits sont alors restitués au requérant.

Si le juge estime la demande fondée, il rend une ordonnance portant injonction de faire non susceptible de recours.

La déclaration de caducité peut être rapportée si le demandeur fait connaître au greffe dans un délai de 15j le motif légitime qu'il n'aurait pas été en mesure d'invoquer en temps utile.

Dans le cas d'une inexécution totale ou partielle de l'injonction de faire, le tribunal statue sur la demande après avoir tenté de concilier les parties.

B) Les demandes gracieuses

« Le juge statue en matière gracieuse lorsqu'en l'absence de litige il est saisi d'une demande dont la loi exige, en raison de la nature de l'affaire ou de la qualité de requérant, qu'elle soit soumise à son contrôle » (**art. 25 CPC**).

En principe, la demande sert à constater un droit qui sera à l'origine d'un contentieux.

Le juge peut procéder, même d'office à toutes les investigations utiles.

Il a la faculté d'entendre sans formalités, les personnes qui peuvent l'éclairer ainsi que celles dont les intérêts risquent d'être affectés par sa décision. Il fonde sa décision sur tous les faits.

Le jugement est notifié par courrier recommandé avec accusé de réception.